

L'altermondialisme a-t-il influencé la doctrine économique ?

Il y a dix ans, une poignée d'intellectuels publiait une plate-forme donnant naissance à l'association altermondialiste Attac. Objectif : « se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde ». Ce « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action », comme il se définit lui-même, a dénoncé très tôt les effets pervers de la libre circulation des capitaux, du libre-échange et la politique des organismes multilatéraux.

Oui : Dominique Plihon

« La promotion d'un développement durable a pénétré les esprits »

Après la chute du mur de Berlin, les grandes économies célébraient de concert la victoire du capitalisme mondialisé, que l'on a appelé le « consensus de Washington ». Alors que la pensée unique triomphait, Attac, avec d'autres, a fait émerger la vision d'un autre monde possible que celui d'une mondialisation sauvage guidée par la seule rentabilité financière. L'altermondialisme a ainsi défendu le respect de la diversité culturelle et politique : le monde est devenu polycentrique, intégrant les nouvelles puissances économiques que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. Et les résistances au modèle dominant se sont coordonnées, ressuscitant un renouveau de l'internationalisme à l'occasion des forums sociaux mondiaux. Alors que nous prôtons depuis dix ans la nécessité d'agir en symbiose avec les autres parties de la planète, que ce soit par une régulation financière mondiale ou par une gestion mondiale de l'énergie et de l'environnement, on voit bien que les crises financières, énergétiques ou alimentaires nous ont donné raison : les modèles imposés aux pays pauvres par la Banque mondiale et le FMI ont tué leur agriculture vivrière ; l'absence de régulation internationale des marchés a contribué à la crise financière. Aussi voit-on des appels à des réponses multilatérales se multiplier dans la bouche de grands responsables politiques. Même le modèle de développement productiviste a pris du plomb dans l'aile, comme l'indique le rapport du Britannique



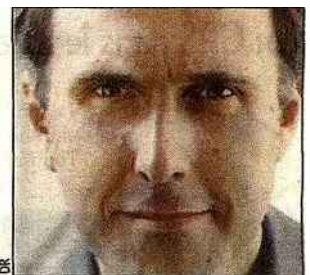
Dominique Plihon, économiste et membre du conseil scientifique d'Attac.

Nicolas Stern qui, à partir d'un raisonnement économique, conclut que ce modèle mène à sa destruction. La nécessité de promouvoir un développement durable et solidaire a pénétré les esprits. ■

Non : Eddy Fougier

« La réalité du monde n'entre pas dans son analyse très idéologique »

L'influence des altermondialistes sur la doctrine économique dominante me paraît plutôt marginale, même s'ils ont contribué à écorner le mythe de la mondialisation heureuse. Certes, ils ont su faire de questions techniques ou académiques, jusque-là réservées à une poignée d'experts, des débats politiques clivants susceptibles d'intéresser le plus grand monde. Et il faut reconnaître que leur capacité d'alerte, qui passe en général par la dénonciation d'un scandale mobilisant l'opinion publique et les hommes politiques, a eu quelques succès : récemment, l'adoption à la demande de Jacques Chirac d'une taxe humanitaire sur les billets d'avion, ou encore l'annulation partielle de la dette des pays



Eddy Fougier, politologue et chercheur à l'Ifri, auteur du « Cavalier bleu » (Idées reçues).

les plus pauvres. Mais pour le reste, leur apport me paraît mineur. Ainsi, de grands débats ont émergé à l'occasion des nombreuses crises que l'on vient de connaître : crise alimentaire, crise hypothécaire, délocalisations massives dues à la montée en puissance économique de la Chine et de l'Inde, essor des fonds souverains des pays émergents, etc. Or les altermondialistes, qui savent se faire entendre quand ils le désirent, semblent avoir beaucoup moins d'impact sur ces débats. Comme si la réalité du monde était un peu plus complexe que leur cadre d'analyse qui ramène plus ou moins la mondialisation à une orchestration machiavélique de la planète par les néolibéraux américains. Ils ont peut-être démocratisé l'économie en sachant intéresser le grand public à quelques questions qui structurent la planète. Mais leur vision du monde, souvent très idéologique et manichéenne, est peut-être ce qui limite leur influence réelle sur la doctrine économique. ■



Le retour de la régulation

Si le mouvement est loin d'être uni, ses économistes distingués ont en commun d'avoir analysé de façon très rationnelle les effets du libre-échange et de la libre circulation des capitaux », estime François de Bernard, du Groupe d'études et de recherches sur les mondialisations. « Il faut reconnaître que les questions posées par l'altermondialisme, en particulier les effets de la globalisation sur la distribution des revenus, soit à l'intérieur d'un pays, soit entre les pays, ont été au centre des recherches économiques », dit aussi Olivier Blanchard, le nouvel économiste du FMI. Mais il ajoute : « Ces recherches auraient probablement eu lieu, même en l'absence de l'altermondialisme. » Alors, ont-ils contribué à faire émerger une nouvelle doctrine ou se

sont-ils fait les porte-parole d'une réflexion en gestation ? « Leurs travaux ont rouvert des débats enterrés, comme l'opportunité de contrôler les flux financiers, la captation de richesse par les paradis fiscaux ou le partage de la valeur ajoutée entre profits et salaires », dit Christian Chavagneux, du magazine « Alternatives économiques ». Qui poursuit : « Et aujourd'hui, chacun convient que l'optimum économique ne passe plus par la seule loi du marché. Même les libéraux conviennent que la stabilité financière est un bien public qui doit être préservé par une régulation mondiale forte. Les altermondialistes ont contribué à ce nouveau climat intellectuel dans lequel le rôle de l'État régulateur est réhabilité. »

VALÉRIE SEGOND ■